



# CGT Finances Publiques

## Aveyron

### S'ouvre maintenant l'ère des champions numériques

Ce comité social d'administration local de rentrée se tient dans une ambiance toujours aussi pesante et sciemment entretenue par Macron et sa clique. L'inflation ronge le pouvoir d'achat et les appels à l'aide d'associations caritatives se succèdent sur fond d'images chocs de files d'attente interminables lors de distributions de secours, contraste (le mot est faible) avec les fastes de la réception du roi d'Angleterre. Pour beaucoup, la rentrée sera aussi le début de l'application de la réforme des retraites, autre lubie présidentielle visant comme toutes ces prétendues réformes à paupériser le plus grand nombre pour garantir aux milliardaires de conserver leur fortune et si possible de l'augmenter.

Localement on nous propose un ordre du jour très cohérent avec la situation actuelle de notre administration. En résumé, on nous demande notre avis sur les procès verbaux des précédents CSAL, sur un pont naturel (avec les limites que cela peut avoir, on s'en est aperçu cet été, avec la possibilité laissée aux directions locales d'accorder à certains services et pas aux autres). Le reste n'étant que consultatif, et pourtant il a matière à discussion.

La formation professionnelle qui devrait être un pilier de nos vies professionnelles, ne bénéficie pas d'une mise en valeur satisfaisante, l'ouverture du centre contact professionnel à Decazeville est l'arbre qui cache la forêt : des dizaines de journées de formation ont été générées et gonflent donc la statistique départementale. Si on prend le nombre de bénéficiaires de la formation continue et les e-formations, le bilan n'est pas flamboyant...

Le bilan de la campagne déclarative est à notre sens préoccupant. Malgré l'arsenal numérique déployé à marche forcée, déclaration automatique, espace fiscal personnel qui devait simplifier et alléger le travail des agents et donc justifier leurs suppressions, eh bien la fréquentation aux guichets ou aux permanences augmente. Est-ce que nos analyses sur les services publics et l'augmentation des besoins trouveraient ici un début de validation ?

Pour les 2 autres sujets, on peut dire que les résultats du tableau départemental de veille sociale traduisent de manière concrète les craintes exprimées dans l'observatoire interne. A l'analyse de l'observatoire, nous ne savons pas ce qui est le plus alarmant entre les résultats (crainte pour l'avenir, perte de sens et de confiance, question des salaires....) ou le fait que seulement 38 % des agents s'expriment. Les agents manifestent leur énorme colère concernant la rémunération et la dégradation permanente - à ce stade c'est un mode de fonctionnement - des conditions de travail. Ces tableaux ne tiennent pas compte de la merveille GMBI, du formidable outil TOIP (qui est un bon exemple de la communication en France en 2023 : ça ne marche pas) et de la promesse NOVAE !!!

La situation de notre administration est clairement catastrophique, et l'annonce fin juin du nouveau COM ne nous rassure pas. En effet, le COM est la traduction à la DGFIP du Nouveau management Public (« New public management ») mais on dit MNP, c'est mieux. De nombreux livres et articles scientifiques et sociologiques sur ce thème démontrent la nocivité de ce modèle

pour le service public, car c'est la même politique qui a mis notre Hôpital public à genou. C'est la mise en œuvre dans le secteur public des pires modèles managériaux du secteur privé.

Cela a débuté avec la LOLF en 2001 qui a ainsi introduit un modèle managérial de gestion par la performance et s'est poursuivi avec tous les gouvernements successifs, sous des acronymes différents (RGPP, MAP). Et pour mettre ça en scène, comme dans les grands groupes privés, il faut toujours une grand-messe pour vendre le produit. Chez nous à la DGFIP le produit c'est le COM 2023- 2027.

Quelques petits extraits tirés de notre nouvelle bible :

- renforcer le pilotage de la performance et du changement ;
- ancrer la recherche de la performance dans le pilotage DGFIP ;
- Pour le pilotage des transformations : des indicateurs de performance et d'efficience (en 2025 au moins un indicateur d'efficience par principale type de structures métiers, en 2027 au moins un indicateur d'efficience par structure métiers et au moins 30 indicateurs au total ;
- territorialisation des missions : l'analyse de la taille critique de certaines missions DGFIP peut conduire à s'interroger sur une éventuelle mutualisation de certaines missions entre départements, en envisageant une supra départementalisation ou une régionalisation ;
- pour diffuser la culture de la transformation dans l'ensemble de la DGFIP, une implication de tous les niveaux de l'encadrement et des agents est indispensable ;
- la culture de la performance sera diffusée et les outils de contrôle de gestion seront renforcés avec le déploiement à tous les niveaux de tableaux de bord de suivi d'activité permettant un pilotage par la performance ;
- la mobilité et la prise de risques seront valorisées. Les carrières et les rémunérations de l'encadrement supérieur seront plus individualisées.

Et pour finir, la trajectoire en emplois du COM se traduit par 1515 suppressions en 2022, 850 en 2023, 450 en 2024, 50 en 2026 et 850 en 2027 ; soit 3000 suppressions d'emplois sur la seule période 2023/2027. Est-ce la réponse souhaitée par les agents face à leurs difficultés quotidiennes ?

La démétropolisation, la contractualisation, le NRP, ça ne suffit pas, il fallait aller plus loin dans les restructurations et les suppressions d'emplois qui y sont liés. Donc non seulement il n'y aura pas de pause dans les réformes comme M Fournel l'avait laissé entendre, mais c'est un coup d'accélérateur majeur qui s'annonce, au détriment de nos services, de nos emplois et du service public.

Question subsidiaire :

**Après avoir subi les mêmes réformes,  
Qu'en ont pensé les salariés de France Télécom ?**

La CGT n'accepte pas cette impasse sociale et professionnelle, l'idée entretenue qu'il n'y a aucune alternative à cette politique de destruction sociétale est fautive. C'est une question de choix. **Nous invitons tous les collègues à rester mobiliser pour les salaires, les conditions de travail et le service public et ce dès le 13 octobre.**